Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1133

Artikel: Étude : les jeunes vont mal et ne savent pas où en parler
Autor: Imhof, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011628

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉTUDE

Les jeunes vont mal et ne savent pas où en parler

Les lieux ne manquent pas vraiment. Mais ils sont souvent mal placés et peu connus.

SUICIDE

Au cours de l'année précédant l'enquête, 5% des jeunes interrogés se seraient suicidés s'ils en avaient eu l'occasion. Les pourcentages sont plus importants chez les apprentis — et singulièrement chez les filles. 6% des apprenties et 3% des apprentis (ainsi que 3% des gymnasiennes et 2% des gymnasiens) disent avoir fait une tentative de suicide et la moitié seulement en ont parlé autour d'eux.

LIMITES

Cette recherche n'est pas vraiment représentative de la jeunesse romande, parce qu'elle n'a porté que sur les personnes scolarisées ou en apprentissage. Elle n'a pas pris en compte celles et ceux qui sont sans qualifications sur le marché du travail, ni les jeunes marginalisés.

(*pi*) C'est en explorateurs que les auteurs de l'étude sur la santé et les styles de vie des adolescents de 15 à 20 ans ont œuvré. Ce travail financé par l'Office fédéral de la santé publique et par les cantons est en effet le premier du genre en Suisse: seules des études sectorielles ou limitées à une région ont déjà été menées à bien — en fait, l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive a interrogé des jeunes Romands et une étude similaire est prévue en Suisse alémanique.

Réalisée par le biais d'un questionnaire diffusé dans les lieux d'étude et les écoles professionnelles, les résultats de ce travail ont l'avantage de répondre aux critères de l'OMS et donc d'être comparables avec ce qui s'est fait dans d'autres pays. La presse a largement diffusé et commenté les résultats de ce «sondage» dont certains sont alarmants: les comportements à risque en tout genre sont en augmentation et nombre de jeunes «dépriment», voire ont des tendances suicidaires. Il faut certes faire la différence entre les comportements que l'on peut qualifier de déviants mais qui sont propres à cette tranche d'âge et qui constituent en quelque sorte des rites de passage (comportements pouvant être liés à la consommation d'alcool) et ce qui constitue véritablement un risque pour la santé physique ou psychique des adolescents. Dans ce registre, on est impressionné par le nombre de jeunes qui déclarent consommer régulièrement de l'alcool ou qui ont des relations sexuelles non protégées — 10% des filles interrogées ont déjà eu une grossesse, interrompue dans 80 à 90% des cas.

Agir sur le cadre de vie

Considérés isolément, la plupart de ces comportements ne sont en soi pas dramatiques, c'est leur répétition chez un même individu qui est bien plus inquiétante. Cette répétition est vraisemblable, mais l'étude n'en dit pas assez sur ce point-là, à l'exception de la relation supposée entre la consommation de tabac, d'alcool, de cannabis, et celle de drogues dures. Dommage que l'on aborde une nouvelle fois cette question de manière classique (il y a davantage de consommateurs de drogues dures parmi les fumeurs que parmi les non-fumeurs). Car si cette affirmation est vraie, elle ne nous dit rien de ce qui a motivé les jeunes à fumer, ni comment ils auraient réagi si cigarettes, alcool et cannabis avaient été inaccessibles. Auraient-ils renoncé à consommer de l'héroïne ou auraient-ils commencé plus tôt par absence d'échelons dans la gravité des comportements ?

L'ensemble des problèmes répertoriés par cette étude et leur gravité — les jeunes Suisses romands semblent aller plus mal qu'il y a quelques années, et surtout plus mal que des populations comparables en France et au Minnesota — appellent des réponses globales: comme les jeunes le suggèrent eux-mêmes, il faut agir sur le cadre de vie général plutôt que sur quelques points précis. Où l'on retombe sur la prévention. De ce point de vue, la deuxième partie du travail est à la fois novatrice et d'un grand intérêt: *«Dans la foulée de la recherche quantitative, il a été réalisé une analyse qualitative qui permette de jeter un éclairage régional sur les problèmes de santé des adolescents et de proposer des réponses concrètes aux problèmes soulevés: modification de l'organisation ou du fonctionnement de certaines institutions, création de nouveaux services et programmes. Cette analyse a été animée, dans chaque canton, au sein de groupes de travail composés à 50% d'adolescents et à 50% de professionnels engagés auprès des jeunes ainsi que de personnalités politiques selon une méthode mise au point par l'OMS».*

La parole aux protagonistes

Ces travaux ont évidemment sur d'autres l'immense avantage de donner la parole aux premiers concernés. Leurs résultats ne sont pas vraiment surprenants, mais ils confirment des critiques déjà entendues ici et là et dont on n'a jamais vraiment tenu compte: il n'y a pas véritablement pénurie de services à disposition des jeunes (même s'ils sont inégalement répartis géographiquement), mais ils sont mal connus, voire inconnus de leurs utilisateurs potentiels, surtout au moment où ceux-ci en auraient besoin. Les jeunes insistent sur la nécessité d'aller à leur rencontre, dans les lieux qu'ils fréquentent. Une revendication ancienne, mais qui n'a que très rarement été satisfaite; l'administration ne sait comment contrôler le travailleur social qui zone avec les zonards et son travail ne correspond pas aux critères courants de rentabilité: dans un bureau, on a des dossiers, que l'on peut compter; dans la rue, dans les centres de loisirs, on a des contacts qui ne laissent le plus souvent aucune trace directe mais qui n'en sont pas moins utiles. Cette attitude est illustrée à la caricature par la présence désormais célèbre de la gendarmerie vaudoise dans les festivals du canton: on a droit chaque année, en fin de saison, au décompte des interventions policières dont l'effet préventif est limité au seul périmètre et à la durée de la manifestation. Une présence imaginée «avec» les jeunes plutôt que «contre» ●●●

L'INVITÉ DE DP

Un nouveau «Lôzane bouge»?

MICHEL GLARDON
député au Grand Conseil vaudois

Lausanne, place du Tunnel, 15 juin 1993: le Département cantonal de Justice et police ferme administrativement le Lausanne-Moudon. Motif invoqué: trafic de stupéfiants dans cette grande brasserie qui fut jusqu'à récemment une espèce de buffet de gare où diverses populations se côtoyaient (c'était même le stamm des députés UDC).

Pas de scène ouverte

La décision n'a guère causé de surprise. Etroitement surveillé, le café n'était certes pas le lieu de trafics importants, mais le nombre de toxicomanes qui le fréquentaient en avait peu à peu fait une «scène ouverte» dont les autorités vaudoises ne veulent à aucun prix. A noter l'effort réel de la police lausannoise pour qu'on n'en arrive pas là. Même si les moyens choisis, légalement contestables, se sont révélés pratiquement inefficaces: des policiers pratiquant à large échelle des contrôles d'identité et «fouilles sommaires» dans le quartier. Avec une prédilection pour tous ceux qui ont tort d'être jeunes, ou chevelus, ou d'allure exotique.

Comme après la fermeture du «Mao» (1976) ou du Fox (1977), la clientèle «douteuse» du Lausanne-Moudon n'a pas manifesté. Chassée précédemment du People's Pub (à la Maison du Peuple !), elle va maintenant se chercher un autre point de chute...

Mais qu'on ne se méprenne pas: les réflexes individualistes qui règnent dans la zone n'empêcheront pas certains de participer à un mouvement effervescent que d'autres lanceraient.

D'autres ? Apparemment pas du côté du GSSA qui est certes dans le champ politique pratiquement le seul mouvement articulé avec la «culture jeune», mais dont la direction actuelle est farouchement légaliste. Pourtant là aussi, des militants déçus par le 6 juin ne seraient pas les derniers à descendre dans la rue...

Les chômeurs ? Apparemment trop mobilisés par leurs problèmes immédiats et leurs associations submergées par les demandes d'aide individuelle. Mais, si quelque chose se passait, ils auraient du temps et, pour certains, plus grand-chose à perdre.

Genève 1971, Zurich 1980

L'Histoire ne donne pas de leçons. Il faut néanmoins se rappeler l'explosion genevoise du Centre autonome en 1971, précédée du conflit des Tréteaux libres. Et l'explosion zurichoise de 1980 (après un refus d'aide à la Rote Fabrik et le vote d'un crédit de 61 millions pour l'Opéra), suivie de «Lôzane bouge» dont la principale revendication, un centre autonome, est aussi d'ordre culturel.

Or, à Lausanne, en 1993, le fièvre monte. La Municipalité est certes relativement généreuse et ouverte au dialogue. Fini le temps du municipal Deppen (qui refusait de discuter avec «ces petits merdeux») et du syndic Delamuraz (pas de négociations «sur un paillasson»).

Pourtant, l'ampleur des crédits pour Béjart, le Théâtre de Vidy, l'Orchestre de chambre et l'Opéra fait jaser. Surtout dans le monde du théâtre off qui a encaissé, si l'on peut dire, comme une insulte la politique du canton: on ne touche pratiquement pas aux institutions d'Etat ni aux organismes subventionnés qui bénéficient d'une aide depuis longtemps, les subventions plus récentes sont diminuées et pour les nouveaux... il n'y aura rien ! Une pétition du théâtre indépendant qui circule ces jours fait remarquer que sa subvention cantonale a subi une baisse de 35% en 1993 et demande notamment la démission du chef du Service vaudois des activités culturelles (Laurette Wettstein).

Tous les éléments d'une crise paraissent actuellement réunis.

Seront-ils évacués dans des conduites individuelles «retraitistes» (dont la toxicomanie n'est qu'une des formes) ?

Préparent-ils une explosion ?

La réponse est hasardeuse. Michel Le Bris explique pourquoi: «L'art de la fugue... puisqu'il n'y a pas de science de la révolte.» ■

●●●

eux ne serait-elle pas plus efficace, et ce d'autant plus que le nombre de policiers présents dans ces manifestations dépasse de loin l'effectif que n'importe quel service social pourrait mettre à disposition ?

Les «ateliers» cantonaux ont été très intéressés par la mise sur pied de lieux de soins (au sens large) spécifiquement destinés aux adolescents, comme ils sont développés dans nombre de pays voisins. Les jeunes espèrent y trouver une écoute et un «traitement» appropriés et le cas échéant discrets. De tels endroits existent pour les filles, mais ils sont limités aux questions et problèmes liés à la vie sexuelle (planning).

Reste que les centres les plus efficaces auront toujours une action limitée. Car les jeunes avouent volontiers avoir de sérieux problèmes existentiels liés à leur vie familiale et aux soucis qu'ils se font pour leur avenir professionnel. Des domaines où une action publique n'est pourtant pas impossible, car si l'harmonie familiale ne se décrète pas, il est des mesures sociales qui peuvent la favoriser. Et dans la morosité actuelle, outre les considérations «humaines» habituelles, un simple raisonnement économique devrait nous faire prendre les problèmes des jeunes au sérieux: ils sont la relève de demain et nous avons tout intérêt à ce qu'elle arrive en pleine forme et motivée sur le marché du travail. ■

A LIRE

Anne-Catherine Menétrey: *La vie... vite – Lausanne bouge 1980-1981: une chronique.* Lausanne, Editions d'en bas, 1982.

Dominique Gros: *Dissidents du quotidien – La scène alternative genevoise 1968-1987.* Lausanne, Editions d'en bas, 1988.

OUVRAGE CITÉ

Michel Le Bris: *L'Homme aux semelles de vent.* Paris, Grasset, 1977.

RÉFÉRENCES

Pierre-André Michaud, Françoise Narring, Fred Paccaud: *Recherche sur la santé et les styles de vie des adolescents romands de 15 à 20 ans, 1992, rapport final.*

Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 17, rue du Bugnon, 1005 Lausanne.